

un environnement avec ou sans agriculteurs

par P. ALPHANDERY

Environnement, Technique et Sociétés
Station d'Economie rurale et de Sociologie (INRA)

63-65, bd de Brandebourg, 94200 Ivry-s/-Seine

Une série d'événements a contribué, en 1990, à attirer l'attention sur le monde agricole. Accusés par Brice LALONDE de contribuer à la pollution de l'eau, les agriculteurs, travailleurs de la nature et du vivant, ont vu leur rôle contesté au point que beaucoup d'entre eux ont fini par se sentir transformés en boucs-émissaires. Puis, la multiplication des incendies de forêts dans le Sud de la France a, une nouvelle fois, montré que la disparition des agriculteurs n'allait pas sans conséquences. L'effondrement des cours des productions bovines et ovines a rappelé que les exploitations les plus modernes restaient très vulnérables aux à-coups du marché dans un contexte de guerre économique et qu'on ne pouvait se passer de politique agricole.

Enfin, la sécheresse exceptionnelle a conduit à poser clairement la question: la société doit-elle soutenir l'agriculture et comment cet effort de solidarité nationale doit-il s'exercer? La place et le rôle des agriculteurs dans notre société ont donc été, à chaque fois, explicitement ou implicitement en jeu.

Les organisations agricoles proposent que les difficultés qui assaillent ainsi l'agriculture soient traitées dans le cadre d'une politique globale de la ruralité. La présence de nombreux élus ruraux au cours des manifestations donne du poids à cette idée, déjà ancienne, que les problèmes de l'agriculture sont aussi ceux du monde rural.

Mais cette analyse qui conduit fort logiquement à invoquer la nécessité de la solidarité nationale ne peut avoir de crédibilité que si l'agriculture peut montrer qu'elle exerce encore une pluralité de fonctions contribuant à l'équilibre de l'environnement rural, notamment par son rôle dans l'occupation et l'entretien du territoire ainsi que dans le maintien du tissu social. Mais on sait l'agriculture déjà fortement concentrée dans certaines régions et certaines exploitations au point qu'un peu plus du tiers d'entre elles produirait aujourd'hui 75% de la production agricole française. La tentation est forte, au sein des Organisations professionnelles, de voir dans ce noyau la seule agriculture «utile». Cette logique dualiste aboutit inévitablement à considérer les autres exploitations comme un «conglomérat»

ne relevant plus de la politique agricole, mais de préoccupations sociales et écologiques, voire du folklore muséographique.

En divisant ainsi l'agriculture en deux blocs définis principalement par les quantités livrées au marché, on perd de vue les enseignements apportés par de nombreuses études récentes. Celles-ci montrent que la diversité des modes de fonctionnement des exploitations et de leur type d'insertion dans l'environnement reste grande, en France, particulièrement dans les régions rurales les plus peuplées. Et c'est cette diversité qu'il convient de préserver dès lors que l'on veut légitimer le rôle des agriculteurs dans la protection de l'environnement.

Ce dernier objectif est contradictoire avec un processus permanent de concentration de la production au terme duquel tout ce qui est techniquement possible doit être tenté pour rester compétitif. De manipulations génétiques en pratiques hors-sol, l'agriculture se rapproche alors d'une activité industrielle comme une autre et l'on ne doit pas s'attendre à voir les Français s'intéresser à ses difficultés en acceptant un effort de solidarité nationale.

Les événements que nous avons évoqués au début de ce texte, joints au développement de la sensibilité écologique en France, rendent la période actuelle favorable à un débat national sur le rôle des agriculteurs dans notre société. Et le développement conjoint de l'écologisme dans les pays membres de la CEE peut constituer un atout susceptible de renforcer l'idée qu'en la matière, on ne peut pas en rester à la logique de la guerre économique.

Désormais, surtout lorsqu'on se préoccupe de l'environnement, le solde de la balance commerciale agricole ne saurait tout justifier. En effet, les citoyens à la recherche du calme, d'espaces verts ou de produits de qualité peuvent observer, pour peu qu'ils en aient la curiosité, les conséquences de la disparition des agriculteurs sur l'évolution des paysages, l'entretien des chemins ruraux et la vie des communes. Toute réflexion liant l'agriculture et l'environnement débouche inmanquablement sur la complexité et l'interdépendance des problèmes écologiques, économiques et sociaux. Les enjeux sont de taille et relèvent d'un débat national si l'on veut que soit précisé le rôle dévolu aux agriculteurs et que la société accepte les coûts des choix effectués.

Pourtant, le spectre de la désertification rurale ne constitue pas un thème nouveau et les propositions pour s'y opposer n'ont pas manqué. Chercheur à l'INRA, je ne peux oublier que Jacques POLY, alors PDG de cet Institut, s'était prononcé en 1978 pour la promotion d'une agriculture «plus économe et autonome».

Existent-elles encore, ces exploitations peu polluantes qui étaient selon lui la trame du tissu social rural? Ou leur évocation ne relève-t-elle à présent que d'une utopie ruraliste archaïsante émanant de rêveurs incapables de s'adapter aux évolutions de notre temps? Sont-elles un résidu condamné par le marché: à disparaître ou, au contraire, peuvent-elles servir de base à une politique agricole qui ne voudrait pas séparer l'économique, l'écologique et le social?

Jusqu'à présent, nous semble-t-il, la recherche ne s'est pas suffisamment donné les moyens d'alimenter un tel débat, pourtant essentiel, et celui-ci conserve ainsi sa charge idéologique explosive. La concentration permanente de la production, outre les drames humains, entraîne aussi des coûts financiers qu'on a rarement cherché à cerner et quantifier dans leur ensemble. Cette opération est effectivement complexe, puisqu'elle nécessite d'additionner les conséquences de la disparition d'une exploitation, de la dépopulation d'une commune, du non entretien de certaines parties du territoire ou des pollutions liées à l'agriculture industrielle. Mais de telles estimations demeurent nécessaires pour déterminer les priorités de la politique agricole, particulièrement si celle-ci cherche à tenir compte de l'environnement et de l'engorgement des villes.

A cet égard, une partie des exploitations qui se refusent à se transformer en entreprises de pointe pourraient être qualifiées d'économiquement rationnelles si l'on tenait compte des coûts que nous avons évoqués plus haut. Qualifiés d'externes par les économistes, ils sont jusqu'à présent largement pris en charge par l'Etat et les collectivités locales.

Ces propositions semblent encore aller à contre-courant, car l'habitude est bien ancrée de ne mesurer la

rationnalité d'une exploitation qu'en fonction de la productivité de ses facteurs de production. Les choses deviennent plus complexes si l'on décide que d'autres critères doivent entrer en ligne de compte, notamment ceux qui concernent l'environnement ou la consommation d'énergie à nouveau d'actualité depuis la crise du Golfe Persique. Et nous retrouvons alors les préoccupations qui étaient, en 1978, celles de Jacques POLY.

Mais quelle que soit la sophistication des calculs opérés, il faut noter qu'ils ne trouvent leur sens qu'en fonction de la question de départ qui exprime la conception du bien public que se fait celui qui la pose. En d'autres termes, ceux qui, défendant une certaine conception du monde rural ou de la protection de l'environnement, estiment que le maintien d'une population agricole nombreuse est un objectif nécessaire, ne doivent pas être taxés d'archaïsme *a priori*. Leurs arguments doivent être entendus et débattus avec le même sérieux que celui qui accueille les professions de foi productivistes.

Source: APCA, Journée du 8 nov. 1990.

